



## REGLEMENT INTERIEUR de l'AIACE-FRANCE

### Titre I LE COMITE

**Article 1** Le comité de l'AIACE-FRANCE (ci-après « l'association ») comprend onze membres élus pour trois ans par l'assemblée générale, en vertu de l'article 13 de ses statuts. En cas de vacance d'un membre, le comité, à la majorité des deux tiers de ses membres, pourvoit à son remplacement pour le reste du mandat ; cette désignation est soumise à l'approbation de l'assemblée générale suivante.

**Article 2** Le comité est convoqué par le président, ou en cas d'empêchement par le vice-président, au moins deux semaines avant la réunion, sauf cas d'urgence dûment motivé. La convocation est accompagnée d'un projet d'ordre du jour et, si nécessaire, de notes explicatives pour les points les plus importants.

Le comité est également convoqué à la demande d'au moins un tiers de ses membres ; la demande doit être dûment motivée.

Le comité se réunit au moins une fois par an et en principe deux fois par an.

**Article 3** En vertu de l'article 16.4 des statuts, un délégué par région participe aux travaux du comité. Le comité peut inviter à sa réunion des personnes, membres ou non de l'association, choisies pour leurs compétences et l'intérêt qu'elles portent aux objectifs de l'association, et en particulier les anciens présidents et secrétaires généraux de l'association.

**Article 4** En vertu des statuts, et en particulier l'art 17, le comité est chargé de l'administration et de l'animation de l'association et notamment :

a) d'assurer le fonctionnement administratif de l'association :

- désignation des membres du bureau, des représentants au Conseil d'administration de l'AIACE et des délégués régionaux; répartition des tâches entre ses membres;
- proposition d'adhérents en vue d'occuper la fonction de commissaires aux comptes prévue à l'article 9 de ce règlement, à soumettre à l'assemblée générale;
- si nécessaire, création de groupes de travail et appel à contribution de personnalités extérieures ;
- gestion administrative des adhérents;
- gestion du budget de l'association.

b) de définir les priorités et les actions pour mettre en œuvre les objectifs de l'association et notamment :

- la tenue de l'assemblée générale et l'information des adhérents;
- en liaison avec les délégués régionaux, les actions à entreprendre au niveau des régions et vis-à-vis des adhérents;
- les liens avec les organismes à vocation européenne; les liens avec les institutions;

c) d'assurer la liaison avec l'AIACE et notamment : définir la position à prendre dans ses instances, diffuser l'information en provenance de l'AIACE et communiquer à l'AIACE les informations concernant l'association.

**Article 5** En dehors des fonctions conférées aux membres du bureau et aux représentants de l'association au conseil d'administration de l'AIACE, les tâches du comité sont réparties entre ses membres. Selon les besoins, elles concernent notamment : l'information des adhérents ; les relations avec les organismes à vocation européenne; les tâches administratives telles que gestion du site web, assistance administrative ou comptable; le soutien sur le RCAM; la coordination des actions sociales auprès des adhérents.

Un membre peut se voir confier plusieurs tâches. Une même tâche peut être assurée par plusieurs membres et des suppléances peuvent être prévues. Le comité peut décider de confier des tâches à des adhérents non-membres du comité.

**Article 6** Conformément à l'article 15 des statuts et sauf dispositions contraires, les décisions du comité sont prises à la majorité des voix exprimées. Un membre peut se faire représenter par un autre membre par procuration écrite.

Les décisions peuvent être prises par procédure écrite.

## **Titre II LE BUREAU**

**Article 7** Le bureau est composé des membres suivants du comité :

- le président
- le vice-président
- le secrétaire général
- le trésorier,
- et, si jugé nécessaire, un vice-secrétaire général et/ou un vice-trésorier.

**Article 8** Le bureau est chargé du bon fonctionnement de l'association entre les réunions du comité. Il gère les contrats de service conclus par l'association et les rapports avec ses employés éventuels.

Il peut prendre des décisions en cas d'urgence et en informe le comité lors de la prochaine réunion. Conformément à l'article 22.1 des statuts, le président est habilité à prendre, en cas d'urgence, toutes les mesures conservatoires qui s'imposent.

## **Titre III LES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

**Article 9** Sur proposition du comité, l'assemblée générale désigne deux commissaires aux comptes. La durée de leur mandat est de trois ans, renouvelable.

## **Titre IV LES REGIONS**

**Article 10** Le comité fixe le nombre des régions ainsi que leurs limites géographiques. Les membres sont attachés à la région selon le domicile qu'ils ont déclaré à l'association.

**Article 11** Chaque région peut s'organiser à sa convenance entre ses membres pour la sélection d'un ou plusieurs délégués; à défaut, le président soumet au comité un ou plusieurs candidats. Les délégués sont confirmés par le comité.

Dans chaque région, les délégués peuvent se constituer en équipe et s'entourer de bénévoles pour l'organisation et la conduite des actions de proximité. Ils communiquent l'identité des bénévoles au comité et aux adhérents de leur région.

**Article 12** Les délégués régionaux promeuvent au niveau de leur région les objectifs de l'association. En particulier, ils conduisent des actions sociales, d'entraide, de convivialité et d'information auprès des anciens résidant dans leur région. En participant aux réunions du comité, ils assurent l'interface entre le comité et les membres de leur région.

Ils informent le comité des actions envisagées et conduites vis-à-vis des adhérents, des anciens et des instances administratives de leur région.

#### **Titre IV EXCLUSION ET REVOCATION**

**Article 13** En vertu, respectivement, des articles 6 et 13.4 des statuts, un membre de l'association peut en être exclu ou le mandat d'un membre du comité peut être révoqué, pour motifs graves et dans des cas exceptionnels. Les modalités procédurales requises par ces articles sont les suivantes :

1. exclusion d'un membre de l'association.

Le comité établit et adopte à la majorité des deux tiers un rapport écrit circonstancié qui est transmis à la personne concernée. Celle-ci est entendue par le comité.

Le comité adopte une décision d'exclusion, écrite et dûment motivée, à la majorité des deux tiers de ses membres. Cette décision est transmise à la personne concernée et au secrétaire général de l'AIACE.

La personne concernée peut faire appel de cette décision auprès du Conseil d'administration de l'AIACE par lettre adressée au secrétaire général.

2. révocation du mandat d'un membre du comité.

Le comité établit et adopte un rapport écrit circonstancié à la majorité des deux tiers sans la participation du membre concerné. Celui-ci est entendu par le comité.

Le comité adopte, selon la procédure de l'alinéa précédent, une décision écrite et dûment motivée de soumettre la révocation du mandat du membre du comité concerné à l'assemblée générale qui statue à la majorité des voix exprimées.

#### **Titre V DISPOSITIONS FINALES**

**Article 14** Le présent règlement intérieur entre en vigueur le 27 janvier 2017, jour de son adoption par le comité.